



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

High Risk Child Sex Offender Database Act

Loi sur la banque de données concernant les délinquants sexuels à risque élevé (infractions sexuelles visant les enfants)

S.C. 2015, c. 23, s. 29

L.C. 2015, ch. 23, art. 29

NOTE

[Enacted by section 29 of chapter 23 of the Statutes of Canada, 2015, not in force.]

NOTE

[Édictée par l'article 29 du chapitre 23 des Lois du Canada (2015), non en vigueur.]

Current to April 18, 2022

À jour au 18 avril 2022

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to April 18, 2022. Any amendments that were not in force as of April 18, 2022 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

Shaded provisions in this document are not in force.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité — lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 18 avril 2022. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 18 avril 2022 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

Les dispositions ombrées dans ce document ne sont pas en vigueur.

TABLE OF PROVISIONS

An Act respecting the establishment of a publicly accessible database containing information with respect to persons who are found guilty of sexual offences against children and who pose a high risk of committing crimes of a sexual nature

Short Title

1 Short title

Interpretation

2 Definitions

Purpose

3 Purpose

Database

4 Establishment

5 Content of database

6 Prior notification

7 Removal of information

8 Regular review of information

9 Non-derogation

10 Immunity

Regulations

11 Governor in Council

TABLE ANALYTIQUE

Loi concernant la création d'une banque de données qui est accessible au public et contient des renseignements sur des personnes qui sont déclarées coupables d'infractions sexuelles visant les enfants et présentent un risque élevé de commettre des crimes de nature sexuelle

Titre abrégé

1 Titre abrégé

Définitions et interprétation

2 Définitions

Objet

3 Objet

Banque de données

4 Création

5 Contenu de la banque de données

6 Notification préalable

7 Retrait de renseignements

8 Examen périodique des renseignements

9 Aucune dérogation

10 Immunité

Règlements

11 Gouverneur en conseil



S.C. 2015, c. 23, s. 29

An Act respecting the establishment of a publicly accessible database containing information with respect to persons who are found guilty of sexual offences against children and who pose a high risk of committing crimes of a sexual nature

[Assented to 18th June 2015]

L.C. 2015, ch. 23, art. 29

Loi concernant la création d'une banque de données qui est accessible au public et contient des renseignements sur des personnes qui sont déclarées coupables d'infractions sexuelles visant les enfants et présentent un risque élevé de commettre des crimes de nature sexuelle

[Sanctionnée le 18 juin 2015]

Short Title

Short title

1 This Act may be cited as the *High Risk Child Sex Offender Database Act*.

Interpretation

Definitions

2 (1) The following definitions apply in this Act.

sexual offence against a child means

(a) a designated offence as defined in subsection 490.011(1) of the *Criminal Code* that is committed against a person who is under 18 years of age, other than an offence referred to in paragraph (b) or (f) of the definition **designated offence** in that subsection if the prosecutor has not, for the purposes of subsection 490.012(2) of that Act, established beyond a reasonable doubt that the offender committed the offence with the intent to commit an offence referred to in paragraph (a), (c), (c.1), (d), (d.1) or (e) of that definition; or

(b) an offence that is committed outside Canada against a person who is under 18 years of age and as a

Titre abrégé

Titre abrégé

1 *Loi sur la banque de données concernant les délinquants sexuels à risque élevé (infractions sexuelles visant les enfants).*

Définitions et interprétation

Définitions

2 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

commissaire Le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada. (*Commissioner*)

infraction sexuelle visant un enfant L'une ou l'autre des infractions suivantes :

a) infraction désignée au sens du paragraphe 490.011(1) du *Code criminel* qui est commise contre une personne âgée de moins de dix-huit ans, à l'exception d'une infraction visée aux alinéas b) ou f) de la définition de **infraction désignée** à ce paragraphe si le poursuivant n'a pas établi hors de tout doute raisonnable, pour l'application du paragraphe 490.012(2) de cette loi, que le contrevenant a commis l'infraction

result of which the offender is or was required to comply with the *Sex Offender Information Registration Act.* (*infraction sexuelle visant un enfant*)

Commissioner means the Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police. (*commissaire*)

Interpretation — crime of a sexual nature

(2) For the purposes of this Act, a crime is of a sexual nature if it consists of one or more acts that

(a) are either sexual in nature or committed with the intent to commit an act or acts that are sexual in nature; and

(b) constitute an offence.

Interpretation — young person

(3) For the purposes of this Act, a reference to a person who is found guilty of a sexual offence against a child does not include

(a) a young person as defined in subsection 2(1) of the *Youth Criminal Justice Act* who has been found guilty of a sexual offence against a child unless they are given an adult sentence as defined in that subsection for the offence; or

(b) a young person as defined in subsection 2(1) of the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, who has been found guilty of a sexual offence against a child unless they are found guilty of the offence in ordinary court as defined in that subsection.

avec l'intention de commettre une infraction visée aux alinéas a), c), c.1), d), d.1) ou e) de cette définition;

b) infraction qui est commise à l'étranger contre une personne âgée de moins de dix-huit ans et en conséquence de laquelle le contrevenant est ou était tenu de se conformer à la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels.* (*sexual offence against a child*)

Interprétation — crime de nature sexuelle

(2) Pour l'application de la présente loi, est un crime de nature sexuelle tout acte qui est de nature sexuelle ou qu'une personne commet avec l'intention de commettre un acte de nature sexuelle, et qui constitue une infraction.

Interprétation — adolescent

(3) Pour l'application de la présente loi, **personne**, en ce qui concerne une déclaration de culpabilité pour une infraction sexuelle visant un enfant, s'entend seulement :

a) s'agissant de l'adolescent, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*, de celui à qui est infligée une peine applicable aux adultes au sens de ce paragraphe;

b) s'agissant de l'adolescent, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), de celui qui est déclaré coupable par la juridiction normalement compétente au sens de ce paragraphe.

Purpose

Purpose

3 The purpose of this Act is to enhance public safety by establishing a publicly accessible database that contains information with respect to persons who are found guilty of sexual offences against children and who pose a high risk of committing crimes of a sexual nature.

Objet

Objet

3 La présente loi a pour objet l'amélioration de la sécurité publique par la création d'une banque de données qui est accessible au public et contient des renseignements sur des personnes qui sont déclarées coupables d'infractions sexuelles visant les enfants et présentent un risque élevé de commettre des crimes de nature sexuelle.

Database

Establishment

4 (1) The Commissioner must establish and administer a publicly accessible database that contains information with respect to persons who are found guilty of sexual

Banque de données

Création

4 (1) Le commissaire crée et gère une banque de données qui est accessible au public et contient des renseignements sur des personnes qui sont déclarées coupables

offences against children and who pose a high risk of committing crimes of a sexual nature.

Commissioner's duties

(2) The Commissioner's duties under this Act may be performed on behalf of the Commissioner by any person who is authorized by the Commissioner to perform those duties.

Content of database

5 The database must contain only information, with respect to any person referred to in subsection 4(1), that a police service or other public authority has previously made accessible to the public, including:

- (a)** their given name and surname, and any alias that they use;
- (b)** their date of birth;
- (c)** their gender;
- (d)** their physical description, including any physical distinguishing mark that they have;
- (e)** a photograph of them;
- (f)** a description of offences they have committed;
- (g)** any condition to which they are subject; and
- (h)** the name of the city, town, municipality or other organized district in which they reside.

Prior notification

6 The Commissioner must, before including the given name and surname of a person referred to in subsection 4(1) in the database, take reasonable steps to notify that person that information with respect to them is to be included in the database and allow that person to make representations concerning the matter.

Removal of information

7 (1) On the receipt of an application in writing by a person referred to in subsection 4(1), the Commissioner must decide whether there are reasonable grounds to remove information with respect to that person from the database.

Deeming

(2) If the Commissioner does not make a decision on the application within the period prescribed by regulation,

d'infractions sexuelles visant les enfants et présentent un risque élevé de commettre des crimes de nature sexuelle.

Exercice des fonctions du commissaire

(2) Les fonctions que la présente loi confère au commissaire peuvent être exercées en son nom par toute personne qu'il habilite à cet effet.

Contenu de la banque de données

5 La banque de données ne peut contenir que des renseignements, à l'égard de toute personne visée au paragraphe 4(1), qui ont été préalablement rendus accessibles au public par un service de police ou toute autre autorité publique, dont les renseignements suivants :

- a)** ses nom et prénom et tout nom d'emprunt qu'elle utilise;
- b)** sa date de naissance;
- c)** son sexe;
- d)** sa description physique, y compris toute marque physique distinctive;
- e)** une photographie d'elle;
- f)** la description des infractions qu'elle a commises;
- g)** toute condition à laquelle elle est assujettie;
- h)** le nom de la collectivité locale — ville, municipalité ou autre circonscription administrative — dans laquelle elle réside.

Notification préalable

6 Avant d'inclure dans la banque de données les nom et prénom d'une personne visée au paragraphe 4(1), le commissaire prend les mesures utiles pour informer la personne que des renseignements à son sujet seront inclus dans la banque de données et lui donner la possibilité de présenter des observations.

Retrait de renseignements

7 (1) Le commissaire, saisi d'une demande écrite présentée par toute personne visée au paragraphe 4(1), décide s'il y a des motifs raisonnables de retirer de la banque de données des renseignements la concernant.

Présomption

(2) S'il ne prend pas sa décision dans le délai réglementaire, le commissaire est réputé avoir décidé de ne pas retirer les renseignements de la banque de données.

the Commissioner is deemed to have decided not to remove the information in question.

Notice of decision to applicant

(3) The Commissioner must give notice without delay to the applicant of any decision made or deemed to have been made respecting the application.

Judicial review

(4) Within 60 days after receipt of the notice of the decision, the applicant may apply to the Federal Court for judicial review of the decision.

Regular review of information

8 Within the period prescribed by regulation after the establishment of the database, and at prescribed intervals after that, the Commissioner must review the information in the database to determine whether the information should still be maintained in the database. The review does not affect the validity of the database.

Non-derogation

9 Nothing in this Act affects any authority of the Royal Canadian Mounted Police under another Act of Parliament or an Act of a provincial legislature or at common law to disclose information.

Immunity

10 No criminal or civil proceedings lie against the Commissioner, or against any person acting on behalf or under the direction of the Commissioner, for anything done or omitted to be done in good faith under this Act.

Regulations

Governor in Council

11 The Governor in Council may make regulations

(a) establishing the criteria for determining whether a person who is found guilty of a sexual offence against a child poses a high risk of committing a crime of a sexual nature; and

(b) prescribing anything that, by this Act, is to be prescribed.

Avis de la décision au demandeur

(3) Le commissaire donne sans délai au demandeur un avis de la décision qu'il a prise ou qu'il est réputé avoir prise relativement à la demande.

Contrôle judiciaire

(4) Dans les soixante jours suivant la réception de l'avis, le demandeur peut présenter à la Cour fédérale une demande de contrôle judiciaire de la décision.

Examen périodique des renseignements

8 Dans le délai réglementaire suivant la création de la banque de données et, par la suite, aux intervalles fixés par règlement, le commissaire examine celle-ci pour décider si les renseignements qui y figurent devraient toujours y figurer. L'examen est sans effet sur la validité de la banque de données.

Aucune dérogation

9 La présente loi n'a pas pour effet de porter atteinte aux pouvoirs de la Gendarmerie royale du Canada en matière de communication d'information qui découlent d'une autre loi fédérale, d'une loi provinciale ou de la common law.

Immunité

10 Le commissaire et les personnes agissant en son nom ou sous son autorité bénéficient de l'immunité civile et pénale pour les faits — actes ou omissions — accomplis de bonne foi au titre de la présente loi.

Règlements

Gouverneur en conseil

11 Le gouverneur en conseil, peut, par règlement :

a) établir les critères permettant de décider qu'une personne qui est déclarée coupable d'une infraction sexuelle visant un enfant présente un risque élevé de commettre un crime de nature sexuelle;

b) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi.